

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 2 FEVRIER 2015, à 20 heures

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames DUFAIX Marylène, CHAMBIOT-PONCET Soizick, Adjointes - Mrs BOULEUC Yves, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, THOMAS Huguette, ENEL-REHEL Rozenn, LEPAIGNEUL Virginie, MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, VILLENEUVE Catherine Conseillères Municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy, JENOUVRIER Stéphane (arrivé en cours de séance), de LA PORTBARRE Dominique, LESAGE Samuel, LESNÉ Loïc, SIGURET Jérôme, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame CASU Odile, Adjointe (pouvoir à M. BOULEUC Yves, Adjoint), Monsieur LABBE René, Adjoint (pouvoir à Mme DUFAIX Marylène, Adjointe), Monsieur PLIHON Sébastien, conseiller municipal (pouvoir à Monsieur Jérôme SIGURET, Conseiller Municipal), Monsieur VUILLAUME Michel, conseiller municipal, (pouvoir à M. René BERNARD, Maire), Madame LE SCORNET Sylvie, Conseillère Municipale (pouvoir à Madame LEPAIGNEUL Virginie, Conseillère Municipale), Monsieur LEMONNIER Philippe, Conseiller Municipal (pouvoir à Monsieur LESNE Loïc, Conseiller Municipal).

Secrétaire de séance : Madame Chantal PERRIGAULT, Conseillère Municipale.

Procès-verbal de la séance du 12 Janvier 2015 : Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal 12 Janvier 2015 est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire rappelle que l'ordre du jour initial de la séance a été modifié. Chaque conseiller municipal a été destinataire d'un ordre du jour modificatif comme suit :

- Retrait de deux questions :
 - o L'attribution du marché d'entretien des espaces verts des lotissements. (*Un temps supplémentaire est requis pour l'analyse des offres.*)
 - o Le choix d'un bureau d'études pour le dossier de renouvellement de l'autorisation de rejet de la station d'épuration du bourg. (*La collectivité n'a pas encore été destinataire de l'avis de l'Agence de l'Eau, obligatoire dans ce dossier.*)
- Inscription d'une affaire supplémentaire : avis sur la prise de compétence par Saint-Malo Agglomération de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention du risque d'inondation.

FINANCES

2015-018 – Ouverture de crédits supplémentaires – Travaux à la mairie

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, rappelle que dans sa séance du 1^{er} décembre 2014, le conseil municipal avait pris connaissance du problème de mэрule découvert à l'occasion des travaux de charpente sur la mairie et avait donné pouvoir à Monsieur le Maire pour engager les dépenses de réparations correspondantes. Dans ce contexte, les plafonds et murs de la salle des archives du 2^{ème} étage et de la cuisine ont dû être dégradés et le bureau du service technique a subi également quelques dommages électriques. Les réparations ont nécessité l'intervention de plusieurs artisans (*électricien, plaquiste, menuiserie...etc*) et il a été profité de leur présence pour améliorer les bureaux, notamment en matière d'isolation. Compte tenu du montant des prestations, il est nécessaire d'ouvrir des crédits nécessaires au budget primitif 2015.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, **DIT** que les crédits suivants sont inscrits au budget primitif 2015 :

Article 2313 – Opération 093 – Travaux Mairie : + 16 000.00 €

Observations :

- Messieurs Stéphane Jenouvrier et Monsieur Dominique de La Portbarré, conseillers municipaux, font remarquer que les entreprises méloriennes ne semblent pas avoir été contactées pour ces travaux de remise en état. Compte tenu du contexte économique actuel, Monsieur Dominique de La Portbarré pense qu'il serait souhaitable d'interroger systématiquement les artisans locaux, de façon à savoir si le chantier les intéresse et s'ils peuvent apporter une prestation dans les délais définis.
- Monsieur le Maire répond que les entreprises méloriennes travaillent régulièrement sur les chantiers communaux que ce soit dans le cadre de marchés publics de travaux ou de consultations plus simples. Il rappelle que pour le cas présent, il s'agissait de travaux non programmés, à réaliser donc dans l'urgence sous peine d'arrêter le chantier de toiture-charpente et de neutraliser totalement le 2^{ème} étage où travaillent des salariés. Si tous les corps de métier n'ont effectivement pas été joints au niveau local, certains ont toutefois fait savoir qu'ils n'étaient pas en mesure d'intégrer ce chantier dans leur calendrier de travail. Il rappelle également que si la collectivité prête un intérêt particulier à l'économie locale, elle ne peut cependant pas s'affranchir des règles des marchés publics.
- Madame Virginie Lepaigneul, conseillère municipale, suggère que des groupes de contacts mails soient créés pour les artisans locaux, de façon à ce que l'information circule et qu'ils soient avisés rapidement des travaux susceptibles de les intéresser.

2015-019 – Avance financière à l'OGEC

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, se retire de la séance pendant l'examen de ce point.

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, rappelle que dans le cadre du contrat d'association qui a été approuvé en l'an 2000, la participation communale versée à l'OGEC doit être égale au coût de revient moyen réel d'un élève de l'Ecole Publique appliqué au nombre d'élèves de l'Ecole au 1^{er} janvier 2015.

Afin que l'OGEC puisse faire face à ses frais de fonctionnement courants (*salaires et charges des ATSEM et agents d'entretien, entretien des bâtiments de l'Ecole Privée Saint-Joseph...*), il est proposé de lui verser à titre de 1^{er} acompte 2015, 50 % de la somme allouée en 2014.

Pour information, le montant total versé à l'OGEC en 2014 s'est élevé à 144 080.55 € (*soit 50% = 72 040.28 €*).

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **SE DECLARE FAVORABLE** au versement d'une somme de 72 040.028 € à l'OGEC au titre de 1^{er} acompte pour l'année 2015, ceci afin que l'association puisse faire face à ses frais de fonctionnement courants (*salaires et charges des ATSEM et agents d'entretien, entretien des bâtiments de l'Ecole Privée Saint-Joseph*),
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au versement dudit acompte,
- **DIT** que le montant annuel 2015 qui sera versé à l'OGEC dans le cadre du contrat d'association sera défini lors d'une prochaine réunion du conseil municipal.

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, reprend place au sein de l'assemblée.

Observations :

- En réponse à Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, Monsieur le Maire indique que l'effectif des enfants pris en compte pour le calcul du montant du contrat d'association est l'effectif connu au 1^{er} janvier de l'année. Il ajoute que vis-à-vis des enfants provenant de communes extérieures, la règle appliquée est celle-ci :
Les inscriptions d'enfants non domiciliés dans la commune seront uniquement comptabilisées si elles entrent dans un des cas dérogatoires suivants : la commune de domicile de l'enfant ne propose pas une école de même nature ; au moins un des parents travaille à Saint-Méloir des Ondes ; l'enfant a déjà des frères ou sœurs scolarisés au sein de l'école.
-

2015-020 – Avance financière au S.I.A.J.E.

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que pour faire face à ses dépenses courantes de fonctionnement, notamment ses charges salariales, le SIAJE sollicite de la commune une avance financière d'un montant de 10 000.00 €.

Il précise que cette avance est sollicitée auprès de chaque commune adhérente du SIAJE et invite l'assemblée à délibérer sur cette demande.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** de verser une avance de 10 000.00 € au SIAJE (*Syndicat Intercommunal Animation Jeunesse Enfance*) pour l'exercice 2015,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au versement de ladite avance.

PERSONNEL

2015-021 – CDG35 – Renouvellement du contrat d'assurance des risques statutaires

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, informe les membres du Conseil Municipal que le contrat d'assurance des risques statutaires du personnel conclu avec la CNP Assurances arrive à échéance le 31 décembre 2015.

Le Centre de Gestion procède actuellement aux démarches nécessaires pour pouvoir proposer à nouveau un contrat groupe à la collectivité. Le contrat d'assurance statutaire permet à la collectivité d'obtenir un remboursement des rémunérations des agents titulaires/ stagiaires dans les cas suivants : *congé de maternité, accident du travail, congé de longue durée, de longue maladie ...* L'assemblée sera invitée à délibérer pour autoriser le Centre de Gestion à engager une procédure de mise en concurrence des groupes d'assurance pour le compte de la commune.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale notamment l'article 26,

VU le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités territoriales et établissements territoriaux,

VU le décret n° 85-643 du 26 janvier 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion

VU le décret n° 98-111 du 27 février 1998, par lequel les contrats d'assurance sont soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics, dont la réglementation impose une mise en concurrence périodique.

DÉCIDE

Article 1^{er} – La Mairie de SAINT-MELOIR des ONDES MANDATE le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine pour mettre en œuvre les procédures de mise en concurrence des entreprises d'assurances agréées, pour son compte, en vue de souscrire un contrat d'assurance des risques statutaires du personnel.

Article 2 – Les risques à couvrir concernent :

- Les agents stagiaires et titulaires affiliés à la CNRACL
- Les agents stagiaires et titulaires non affiliés à la CNRACL et les agents non titulaires

Article 3 – La collectivité s'engage à fournir au Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine, en tant que de besoin, les éléments nécessaires à la détermination de la prime d'assurance.

2015-022 – CDG35 – Convention générale d'utilisation

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, indique qu'en réponse aux sollicitations des collectivités du département, le Centre de Gestion développe, en complément de ses missions obligatoires, des services facultatifs. Le suivi médical des agents, le traitement des salaires, le conseil en matière de recrutement ou l'aide aux agents en difficulté sont quelques-unes des thématiques sur lesquelles le Centre de Gestion intervient. Il peut s'agir d'une assistance directe, de l'analyse d'une situation avec un regard extérieur ou de la mise à disposition de personnel expérimenté.

La possibilité de bénéficier des missions du CDG35 est assujettie à la signature préalable d'une convention générale. Cette convention a été revue : la nouvelle convention cadre ne nécessite aucun choix préalable et n'engage pas notre collectivité à recourir aux missions facultatives. Elle lui permet simplement de se doter de la possibilité de le faire. Une fois la convention cadre signée, il suffit à la collectivité d'adresser ses demandes d'intervention après contact avec le service concerné du Centre de Gestion.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention générale d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine jointe à la présente délibération.

2015-022 – Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations – Prise de compétence par Saint-Malo Agglomération

Monsieur René Bernard, Maire, indique que par délibération en date du 22 janvier 2015, le conseil communautaire a délibéré sur l'extension de ses compétences à la compétence «Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations» (GEMAPI), et ce, à compter du 1^{er} juin 2015.

Cette compétence est composée des missions suivantes visées au Code de l'Environnement, notamment :

- l'aménagement du bassin hydrographique ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- L'entretien et l'aménagement de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- la défense contre les inondations et contre la mer,

- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Il précise que ce transfert de compétence à la communauté d'agglomération permettrait :

- d'encourager une approche globale pour conduire des expertises, des travaux, des actions de sensibilisation et d'information mutualisées sur le territoire en rapport avec cette prise de compétence,
- de bénéficier de l'intervention et de l'accompagnement de la Société Publique Locale (SPL) Baie du Mont Saint-Michel pour le compte des communes concernées par le Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine (PPRSM).

Cette SPL est actuellement en cours de création par le Conseil Général 35 et aura pour objet unique la protection des communes de la baie impactées par les risques d'inondation et de submersion marine.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

3 ABSTENTIONS

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, **ÉMET un avis favorable** au transfert de la compétence « *Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations* » (GEMAPI) à la communauté d'agglomération.

Observations :

- Monsieur Stéphane Courdent, conseiller municipal, craint que cette société publique locale, ne fasse qu'ajouter de la confusion sur un sujet où il existe déjà de nombreux interlocuteurs. Il regrette par ailleurs de ne pas disposer de suffisamment d'informations pour évaluer les enjeux du transfert de compétence.
- Monsieur le Maire fait observer que la situation s'est pourtant clarifiée dans la mesure où la société publique locale n'aura qu'un objet unique : la protection des communes de la baie impactées par les risques d'inondation et de submersion marine. En tant qu'adhérente de cette structure, l'agglomération devrait également avoir plus de poids que les communes séparément pour peser dans ce dossier. Il ajoute que par souci de solidarité et parce que le sujet est d'actualité immédiate, l'agglomération a choisi d'anticiper de six mois une prise de compétence qui deviendra obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016. Il précise que les experts du Ministère de l'Ecologie et du développement durable profiteront de la prochaine grande marée pour effectuer de nouveaux tests qui compléteront le dossier du PPRSM.

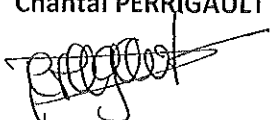
INFORMATIONS : Monsieur le Maire propose aux conseillers municipaux de prendre connaissance du planning de réunions qui leur a été remis sur table. Il informe l'assemblée qu'une date supplémentaire vient d'être fixée pour la réunion de la commission « voirie » : mardi 17 février 2015, à 18h00.

Concernant les deux projets structurants, il annonce que le groupe de travail « bibliothèque » a convenu d'effectuer quelques visites de bibliothèque dans des communes de taille comparable et que le groupe de travail « complexe sportif » a amendé le plan proposé par l'architecte, notamment sur des aspects d'accès et de communication de salles. L'avant-projet sommaire sera présenté aux membres du conseil municipal le lundi 2 mars à 19h00.

Concernant l'espace enfance-jeunesse, Monsieur le Maire informe que le permis de construire est en cours et que la consultation d'entreprises va suivre de façon imminente. Le bâtiment ne sera toutefois pas totalement achevé et ne pourra pas être mis en service dès le mois de septembre prochain.

La séance est levée à 21 heures 30
Saint-Méloir des Ondes, le 2 Février 2015

La secrétaire de séance,
Chantal PERRIGAULT



Le Maire,
René BERNARD

